



VOIE PRO

PARIS

ENGAGÉ·ES POUR

LES PERSONNELS ET LES ÉLÈVES

GAGNER POUR LA VOIE PRO, NOS MÉTIERS, CONTRE LES FERMETURES DE LYCÉES

Dans le dos des personnels, des élèves et de leurs familles ainsi que des organisations syndicales, la Région Île-de-France et le rectorat ont concocté un plan visant à fermer définitivement, en 2023 et 2024, 9 lycées dont 7 lycées professionnels.

La Région et le rectorat ont multiplié les faux arguments et les contre-vérités. Mais les personnels mobilisés ne sont pas dupes : il s'agit de réaliser des économies d'échelle en entassant nos élèves dans des classes surchargées, en fermant des structures à taille humaine soi-disant trop onéreuses. Si ce plan voit le jour, les conséquences en seraient désastreuses pour les élèves et les personnels. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si dans le même temps, la Région a décidé de réduire drastiquement le budget (DGFL) des lycées franciliens. A Paris, c'est une baisse moyenne de 30%, voire 50 % pour certains établissements. C'est une saignée sans précédent !

**Non aux fermetures des lycées !
Non à la baisse du budget des lycées !**

La Région et le rectorat font des économies sur notre dos mais pas seulement... Ces fermetures sont aussi la conséquence de la future réforme de la voie professionnelle. En souhaitant augmenter de 50 %

les stages en entreprise (PFMP), le gouvernement prétend rapprocher l'enseignement professionnel public du modèle, pourtant largement décrié, de l'apprentissage. Augmenter la durée des PFMP, c'est réduire d'autant les heures consacrées à l'enseignement. Pire encore : le volume horaire des différentes matières enseignées serait décidé par chaque établissement. Du jamais vu !

Depuis le début, le SNUEP-FSU est pleinement engagé, avec les PLP, dans ces différents combats. Les mobilisations des 18 octobre et 17 novembre ont montré le rejet massif de cette réforme. Le SNUEP-FSU appelle les PLP à poursuivre la lutte, jusqu'au retrait de la réforme. Fidèle à ses valeurs, il combat pour l'unité syndicale la plus large.

Du 1^{er} au 8 décembre 2022, l'ensemble des personnels sont appelés à élire leurs représentant·es qui siègeront dans les différentes instances (Comité Social d'Administration, Commissions paritaires). En apportant votre vote à la FSU, vous contribuerez à donner du poids à vos revendications, vous renforcerez les constructions unitaires indispensables pour gagner. La FSU est la première fédération de l'Éducation nationale. Dans l'académie, ce sont des collègues

engagé·es qui travaillent dans votre établissement et membres de l'un des neuf syndicats présents à l'Éducation nationale dont le SNUEP-FSU, le syndicat de l'enseignement professionnel public. Avec leur expérience des instances académiques, ils et elles sauront porter votre parole et les revendications de tous les métiers.

Voter pour les listes présentées par la FSU, c'est désigner des représentant·es qui sauront faire les liens entre l'expression des besoins dans les services, écoles et établissements et la promotion d'un projet d'école ambitieux au service de la justice sociale.

Eric Cavaterra
Co-secrétaire académique du SNUEP-FSU Paris

La FSU porte un projet et une ambition pour le service public d'éducation : une école émancipatrice avec des personnels revalorisés et reconnus. Avec la FSU, ce projet est porté par la mobilisation des personnels et dans toutes les instances académiques et ministérielles.

Nous contacter :
sneepfsu75@gmail.com
06 08 68 98 67
06 60 96 73 20



Du 1^{er} au 8 décembre,
▶ FAISONS ENTENDRE NOTRE VOIX ◀
avec les syndicats de la FSU

LE SYNDICAT
DE L'ENSEIGNEMENT
PROFESSIONNEL
PUBLIC



Entretien avec Amar Ghebaï,
PLP au LP Chennevière Malézieux
Commissaire paritaire SNUEP-FSU

QUEL EST LE RÔLE DU COMMISSAIRE PARITAIRE ?

En tant qu'élu-es, nous représentons les collègues et nous défendons leurs droits dans des situations individuelles qui peuvent parfois être compliquées : mutations, recours relatifs aux avis, rendez-vous de carrière, temps de travail, congés formation, démissions... Nous aidons à trouver la meilleure stratégie pour les mutations. Nous faisons aussi respecter les conditions de travail et défendons les statuts et les métiers des PLP. Les élu-es siègent également dans les conseils de discipline des PLP. Il est également indispensable d'avoir des élu-es qui portent les revendications des personnels.

POURQUOI VOTER FSU ?

Le SNUEP-FSU estime qu'il est important de ne pas laisser les PLP dépendre de l'arbitraire des chef-fes d'établissement ou du rectorat. Nous refusons ces nouvelles formes libérales de management mises en place dans la Fonction publique, bien loin d'une réelle efficacité, ou du bien-être des personnels. C'est un gage de démocratie d'avoir des élu-es des personnels dans toutes les instances paritaires avec de réels pouvoirs de débats, de propositions ou de validation.

En tant que commissaire paritaire SNUEP-FSU j'appelle à voter pour la 1^{re} fédération syndicale de l'EN : la FSU.



Entretien avec Roselyne Melloul,
PLP au LP Gustave Eiffel
Commissaire paritaire
Élue SNUEP-FSU au CHSCT Paris

QUEL SERA LE RÔLE DES CSA (COMITÉS SOCIAUX D'ADMINISTRATION), QUI REMPLACERONT LES CHSCT ET LES CT FIN 2022 ?

Les CSA organisent le fonctionnement des établissements et les conditions de travail des personnels. Les réformes et les questions plus politiques se discutent au sein des CSA par niveau (ministériel, académique...). Le CSA est donc extrêmement important en matière de prescriptions légales et réglementaires prises en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail. Il fait des propositions, à partir de l'analyse des retours des personnels (fiches SST), permettant d'améliorer les conditions de travail : difficultés relationnelles liées à l'accueil d'élèves à besoins éducatifs particuliers, ou à un problème bâtimentaire (bruits, température, mobilier...) voire un mal-être au travail... Le CSA participe au développement d'une véritable « culture de la santé et de la sécurité » et élabore un programme de prévention annuel et les élu-es du SNUEP-FSU apportent des questionnements que n'ont pas les autres catégories.

PEUX-TU NOUS DONNER DES EXEMPLES ?

La dernière intervention que j'ai faite dans le cadre du CHSCT académie de Paris a été la visite de deux établissements : le SIEC et le LP Théophile Gautier. Nous avons constaté beaucoup de problèmes : bureaux exigus, manque de prises donc rallonges, mauvais éclairage, des ramettes de papier pour surélever des écrans, le manque de stores, les armoires surchargées non arrimées au mur, les couloirs surchargés... Après entretiens avec les personnels, nous avons constaté le manque de personnel et un turn-over énorme, du stress, des inquiétudes sur la suite de la carrière, un manque de reconnaissance au travail, un manque de communication. Les collègues sont soulagés de pouvoir parler. Nous établissons ensuite un rapport de préconisations.

Nous avons aussi eu des CHSCT exceptionnels pendant le confinement pour de nombreux RSST liés à la difficulté de respecter le protocole dans certains établissements avec un droit de retrait demandé par les personnels.



CONTRE LA RÉFORME DE LA VOIE PRO POUR UN LYCÉE PRO RENFORCÉ



Entretien avec Sigrid Gérardin
PLP au lycée Pierre Lescot
Co-secrétaire générale du SNUEP-FSU

SIGRID, POURQUOI LE SNUEP-FSU S'OPPOSE-T-IL À LA RÉFORME DE LA VOIE PRO ?

Pour le SNUEP-FSU, ce projet est l'attaque la plus brutale jamais orchestrée contre le système éducatif. Il peut se résumer simplement : mettre nos élèves au travail au détriment de leur qualification et de leur diplôme et, en ce sens, il signe un renoncement sans précédent des ambitions scolaires de la part du ministère pour un tiers de la jeunesse lycéenne.

Nos élèves proviennent des classes défavorisées et subissent des parcours heurtés scolairement et socialement ; c'est plus et mieux d'école dont ils et elles ont besoin. Augmenter les périodes de stages va à l'encontre du projet éducatif porté par le SNUEP-FSU pour nos élèves de lycées pros : offrir à chaque jeune une formation solide, globale, équilibrée entre savoirs généraux et professionnels pour leur permettre soit de poursuivre leurs études soit une entrée durable dans l'emploi. Macron et son gouvernement par ce projet sacrifient leur avenir professionnel.

POURQUOI LA RÉFORME EST AUSSI UNE REMISE EN CAUSE DES PLP ET DE LEUR TRAVAIL ?

Dire qu'en entreprise les élèves apprendront mieux et s'inséreront mieux c'est d'emblée jeter un discrédit scandaleux sur le travail et

l'engagement des PLP. C'est balayer notre engagement au quotidien pour faire réussir les élèves, qui va d'ailleurs souvent au-delà de nos missions. Cette réforme poursuit aussi un objectif budgétaire car, si elle advient, c'est au moins 5000 postes de PLP qui seront supprimés. À terme ce sont évidemment nos statuts qui sont dans le viseur car transformer nos lycées professionnels en centre de formation impliquera inéluctablement une transformation majeure de nos métiers.

Pour le SNUEP-FSU, les PLP ont besoin de plus de temps pour faire réussir tous les jeunes, il est donc nécessaire de conforter nos métiers par un statut renforcé. Il y a aussi urgence à revoir l'entrée dans le métier avec des formations initiales rigoureuses et progressives. Et évidemment pour rendre attractifs nos métiers une revalorisation salariale pour toutes et tous est indispensable !

EN QUOI ÊTRE UN SYNDICAT DE MÉTIER EST UNE FORCE ?

La FSU est une fédération de syndicats nationaux - chacun portant une expertise fine et rigoureuse des métiers, au plus proche des préoccupations des collègues. Quel que soit leur niveau de responsabilité, tou-ttes les militant-es du SNUEP-FSU conservent un temps de classe dans les lycées pros. Nous

avons des échanges et des débats réguliers et formels entre les militant-es des syndicats de la FSU, ce qui nous permet aussi de construire un regard global sur l'ensemble du système éducatif et au-delà sur l'ensemble de la Fonction publique. Nos interventions et nos critiques face aux attaques et aux réformes libérales des gouvernements sont ancrées dans le quotidien des lycées et partagées par les PLP. En ce sens la détermination des militant-es du SNUEP-FSU pour dénoncer partout et lutter contre la volonté du rectorat, de la région et du ministère de fermer des lycées pros en est une preuve incontestable.

La FSU, 1^{re} fédération de l'Éducation nationale, est présente dans toutes les instances de l'administration pour porter les revendications des collègues. Elle est capable en parallèle d'organiser la contestation sous diverses modalités dont la grève (LP, salaires, retraites...), mais aussi de porter des propositions claires et partagées pour améliorer les conditions de travail et les salaires des personnels comme pour porter haut et fort un projet éducatif ambitieux pour les jeunes.

ras-le-bol
de la dévalorisation
de nos métiers



#FSU pour GAGNER

TOUTES ET TOUS MOBILISÉ-ES CONTRE LES FERMETURES ET LES TRANSFERTS



Entretien avec Frédérique Vignal
PLP au LP Gustave Eiffel, 20^e

progressent dans le climat le plus serein possible.

Aujourd'hui, on nous demande d'accueillir 3 classes supplémentaires, venues du LP Armand Carrel. Nous sommes dans le 7^e ! Nous nous posons beaucoup de questions : nous ne disposons pas du nombre de salles suffisantes, les plages horaires vont devoir être élargies, la taille de la cantine, du foyer des élèves vont poser problème. Quant à la salle des profs, elle est déjà trop petite, avec 2 toilettes.

Les élèves du LP Armand Carrel vont devoir s'acclimater à un nouveau lycée, changer d'équipe enseignante alors que l'institution préconise de les suivre pendant 3 ans, ils et elles auront des temps de transport doublés alors que les questions d'assiduité et de ponctualité pèsent déjà. Si en plus on

leur impose des journées de classe plus longues, des mercredis complets voire le samedi matin, on va au devant de grandes difficultés pour les faire réussir.

Ces fermetures, comme la réforme Macron de la voie pro, n'obéissent à aucune considération pédagogique, elles sont budgétaires et idéologiques. Elles montrent aussi le peu de respect que l'institution porte à nos élèves, à leurs familles et aux personnels.

TON LYCÉE A ÉTÉ DÉSIGNÉ COMME LYCÉE « RECEVEUR » DES CLASSES DU LP ARMAND CARREL QUE LA RÉGION ET LE RECTORAT VEULENT DÉFINITIVEMENT FERMER À LA RENTRÉE 2023. QUELLES SONT LES CONSÉQUENCES POUR VOUS ?

Notre lycée est une petite structure, 240 élèves, avec une équipe stable et attentive. Nous connaissons tous les élèves et veillons à ce qu'ils et elles évoluent et

**ENSEMBLE,
SAUVONS
LES LYCÉES PROS !**



LA LUTTE CONTRE LA FERMETURE AU LP CHARLES DE GAULLE

Entretien avec Isabelle Lauffenburger
PLP au LP Charles de Gaulle, 20^e.
Commissaire paritaire SNUEP-FSU

TON LYCÉE DOIT FERMER. OÙ EN ÊTES-VOUS DANS VOTRE LUTTE ?

Le 18 octobre, en grève contre la réforme, nous défilions tou·tes ensemble déjà sous notre banderole « Non à la fermeture » et le lendemain nous faisons partir un communiqué de presse. Nous avons entamé aussi nos premières actions et nous sommes mobilisé·es lors des différentes actions, devant le CIAEN, devant le CTA, et c'est quasiment l'ensemble des profs qui se sont retrouvé·es le 17 novembre à la manifestation. Nous avons aussi préparé une belle cérémonie funéraire pour accueillir la direction du rectorat et de la région lors de notre CA.

COMMENT VOUS ORGANISEZ-VOUS ?

Nous tenons des HIS régulièrement, c'est un lycée où on discute, où les collègues ont développé des solidarités. Depuis l'annonce de la fermeture, nous multiplions les AG. Nous fonctionnons aussi avec une liste sur laquelle des propositions sont émises mais on les rediscute pour la plupart en AG. Nous sommes attaché·es à la construction démocratique de notre lutte, les décisions sont prises collectivement par les personnels mobilisés. Les collègues, dont moi, qui interviennent en AG des lycées sont mandaté·es. Il nous importe de tenir sur la durée, de nous battre avec les autres lycées. Les collègues font grève, ou non car sans élèves. Tout le monde a sa place dans ce combat. Dans les faits, nous sommes toujours majoritairement dans l'action.

QU'EST-CE QUI VOUS INTERPELLE TOUT PARTICULIÈREMENT DANS CETTE DÉCISION DE FERMETURE ?

C'est un petit lycée par ses effectifs, un peu plus de 200 élèves. Nous formons au bac Agora, et nous avons une section Upe2A et une mention complémentaire « Services financiers ». Ce lycée a accueilli bien plus d'élèves et d'enseignant·es, avant que le ministre Darcos passe le bac pro en 3 ans, et que Blanquer taille encore dans les grilles horaires avec sa réforme.

Nous profitons aussi d'une situation privilégiée, au calme et au vert, au pied du Père Lachaise sur lequel s'ouvre une partie du lycée. C'est chouette pour les personnels et les élèves. Alors que nous n'avons cessé de changer de chef·fes ces dernières années (5 en 5 ans), notre équipe est stable et sa solidité a permis la continuité. En plus de la formation, c'est aussi des équipes qui travaillent ensemble et qui montent toute une série de projets culturels et citoyens avec les élèves. Transférer ces élèves, alors que leur scolarité est déjà très perturbée depuis leur classe de 5^e ou 4^e, va encore fragiliser leur scolarité et construire la confiance prend du temps avec certain·es.

Les collègues des enseignements professionnels se sont aussi toujours beaucoup impliqué·es pour défendre et faire vivre la filière administrative tertiaire, très attaquée ces dernières années. Enfin, fermer le lycée, c'est casser une équipe solidaire : enseignant·es, vie scolaire, agent·es administratifs, sociaux et techniques. Nous sommes également très inquiet·es pour l'avenir des personnels précaires du lycée et partout ailleurs.

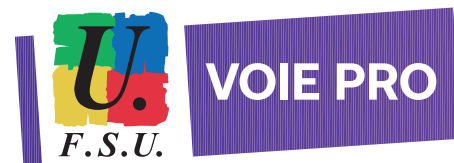


CRAIGNEZ-VOUS LA RÉFORME MACRON DE LA VOIE PROFESSIONNELLE ?

Nous sommes en effet très inquiets de cette réforme et la refusons. Ces fermetures massives de LP sont un avant-goût de ce qui va advenir de nos lycées. Nous avons déjà conscience que pour de nombreux élèves, le LP Charles de Gaulle est le lycée de la dernière chance. Ils ont encore la possibilité de préparer un bac pro et d'accéder à l'enseignement supérieur, même si Blanquer a considérablement réduit ces perspectives. Macron a dit



qu'il faudra fermer les « filières non insérantes » et nous savons qu'il nous vise. En réalité, pendant des années, la filière du tertiaire administratif a permis à l'Éducation nationale et aux régions d'accueillir des milliers d'élèves à moindre coût, en comparaison avec d'autres filières dont les plateaux techniques sont bien plus onéreux. Il s'agit aujourd'hui de satisfaire les appétits du Medef qui veut de la main-d'œuvre tout de suite, gratuite, précaire et pas chère, sans qualifications, qu'il revendique de pouvoir former « sur le tas ». L'État et le Medef sont en train de signer la fin du service public d'Éducation et d'organiser la déqualification de toute une jeunesse, qui ne pourra plus revendiquer des salaires et des conditions de travail sur la base de leurs diplômes. C'est aussi la fin du lycée d'enseignement professionnel, qui allie à la fois l'acquisition d'une culture générale et d'une culture technique pour former des travailleurs·ses émancipé·es. À terme, nos lycées deviendront des lycées paquebots « Amazon » ; « Fedex » ; « Sodexo »... Et ce sont les patrons qui dicteront quoi et comment enseigner aux élèves, avec la complicité du gouvernement.



QUE DEVIENNENT NOS ÉLÈVES ALLOPHONES NOUVELLEMENT ARRIVÉS ?



QUELS SONT LES SIGNES DE CETTE RÉGRESSION ?

Les moyens ne sont pas mis en oeuvre pour assurer un accompagnement de qualité pour nos élèves à besoins éducatifs particuliers (EBEP). Le premier symptôme est le nombre d'Upe2A très insuffisant au regard du nombre d'élèves concernés et en augmentation constante sur Paris. En dispositif Upe2A/LP/NSA, les effectifs sont passés de 10 à 15 et explosent en dispositif Upe2A/LP : 25 cette année encore contre 15 prévus par la circulaire ! D'un côté on demande aux enseignant-es d'Upe2A d'absorber de plus en plus d'élèves mais de l'autre les moyens ne sont pas mis en place pour assurer des places pour les EANA (élèves allophones nouvellement arrivés) dans les classes ordinaires afin de faciliter leur inclusion. Dans la mesure où les EANA ne bénéficient que d'un an d'appui Upe2A, ils-elles réintègrent un parcours ordinaire trop tôt : beaucoup n'ont pas eu le temps d'acquérir une maîtrise suffisante du français, d'autres n'ont pas pu rattraper des retards importants dans certaines disciplines. En découlent des bricolages locaux, toujours au détriment des élèves et des personnels, pour tenter de pallier le manque de volonté politique et budgétaire.

Entretien avec Élise Sainson
PLP au LP Etienne Dolet, 20^e

La circulaire de 2012 ouvrait droit pour ces élèves à un dispositif Upe2A (unités pédagogiques pour élèves allophones nouvellement arrivés) fondé sur des cours spécifiques de FLS (français langue seconde) et à un accompagnement digne. La réalité est tout autre...

CETTE DÉGRADATION EST-ELLE AUSSI FLAGRANTE DANS LES TÂCHES QUI INCOMBENT AUX PROFESSEUR-ES COORDONNATEUR-TRICES DE CES DISPOSITIFS UPE2A ?

Le flou de la circulaire de 2012 fait des enseignant-es FLS et coordo d'Upe2A des profs multitâches... Il s'agit, chaque année scolaire, de mettre en place un protocole d'accueil auprès des élèves allophones arrivants et de leurs familles, d'évaluer les compétences linguistiques et scolaires des EANA, d'inscrire nos élèves à leurs examens (DELF scolaire) d'assurer la construction et le suivi de leur parcours de réussite et d'orientation, tâche particulièrement complexe dans le cas des élèves allophones) Ces missions se doublent aussi d'un partage d'expertise mis en commun lors de réunions de concertation et de travaux auprès de l'équipe pédagogique, en interne, en bassin et en réseau avec les ASS et Psy-EN. Cette explosion des tâches et des effectifs entraîne une dégradation des conditions de travail et n'est certainement pas en faveur de nos élèves. Dans de nombreux LP, il n'y a plus d'assistante sociale et de Psy-EN ou très épisodiquement. Il faut donc faire sans. L'accueil des mineur-es isolés requiert des moyens sur lesquels il est odieux de lésiner.

ET LE SUIVI DES MNA (MINEUR-ES NON ACCOMPAGNÉS) ?

Pour des raisons d'ignominie politique, de moins en moins de MNA sont suivis par les services de l'Aide à l'enfance. Bien trop d'entre

eux-elles errent sans véritable représentant-e légal-e. Ces jeunes mineur-es isolés continuent à passer les tests de positionnements, reçoivent des affectations mais l'inscription d'un-e mineur-e sans représentant-e légal-e pose des questions éthiques évidentes.

Nos élèves MNA affrontent des situations de vide juridique qui ravagent leur vie. Les enseignants d'Upe2A se retrouvent face à des impasses, gérées bon an mal an au cas par cas. Autre réalité insupportable : l'absence d'hébergement, garant de leur sécurité. Faute de places dans les structures adaptées et de moyens mis en oeuvre, nos élèves MNA sont de plus en plus nombreux à dormir dans des « hôtels d'urgence du 115 » quand ce n'est pas dehors.

Avec la FSU, le SNUEP exige le respect du droit à l'éducation pour tou-ttes les jeunes, de la maternelle à l'université, le respect du droit des mineur-es à bénéficier d'une prise en charge globale et adaptée leur permettant d'accéder à l'ensemble de leurs droits fondamentaux.





ENGAGÉ·ES **POUR**
LES PERSONNELS
ET LES ÉLÈVES

ENSEMBLE,
SAUVONS
LES LYCÉES
PROS !

Du 1^{er} au 8 décembre,

► **FAISONS ENTENDRE NOTRE VOIX** ◀

avec les syndicats de la FSU

